



Union Nationale des Syndicats Autonomes



## COMMISSION EUROPÉENNE : ÉCONOMIE

**Le 10 septembre, la Commission européenne a revu à la baisse d'un demi-point ses prévisions de croissance pour 2007 : 1,4% dans l'Union européenne, 1,3% dans la zone euro. Elle a aussi revu à la hausse la prévision d'inflation 3,8% dans l'UE et 3,6% dans la zone euro, du fait du doublement des prix de l'énergie.**

La Commission souligne que les principaux risques tiennent à l'évolution des marchés de produits de base et des marchés financiers, ainsi qu'aux conditions extérieures défavorables. **Dans ce contexte, la Commission recommande d'avancer dans le programme de réforme pour faire face aux chocs extérieurs, de rétablir la confiance dans les marchés financiers, et de ne pas aggraver les déficits publics.**

### **Prévisions intermédiaires de l'UE : ralentissement plus fort que prévu**

*Cette année, la croissance économique devrait atteindre 1,4 % dans l'Union européenne (1,3 % dans la zone euro) – soit ½ point de pourcentage de moins que les prévisions d'avril. Les principaux risques de ralentissement identifiés dans les prévisions du printemps se sont concrétisés: aggravation de la crise des marchés financiers, envolée des prix des produits de base et propagation des chocs subis par plusieurs marchés immobiliers.*

*En moyenne, l'inflation devrait s'établir cette année à 3,8 % dans l'UE et 3,6 % dans la zone euro, à la suite de la hausse considérable et continue du prix des produits de base. Il s'agit d'une révision à la hausse, bien que l'inflation puisse avoir atteint un tournant car les effets des hausses passées des prix de l'énergie et des denrées alimentaires vont aller en s'estompant dans les prochains mois.*

*«La prolongation de la crise des marchés financiers depuis plus d'un an, le quasi doublement des prix de l'énergie au cours de la même période et les corrections intervenues dans certains marchés immobiliers ont eu des répercussions sur l'économie, bien que la baisse récente des prix du pétrole et d'autres matières premières et le recul du taux de change de l'euro aient apporté une bouffée d'air frais.*

*« Dans cette conjoncture difficile et incertaine, nous devons tirer les leçons de nos erreurs passées et maintenir le cap. Il est essentiel d'avancer dans le programme de réforme de l'Europe afin de pouvoir continuer à créer des emplois et à mieux faire face aux chocs extérieurs.*

**Septembre 2008**



: <http://itefa.unsa.org>

Courriel : [itefa@unsa.org](mailto:itefa@unsa.org)



## *À nouveau monde, un nouveau syndicalisme !*

*Nous devons accélérer la mise en œuvre de la feuille de route pour contribuer au rétablissement de la confiance dans les marchés financiers et préserver les améliorations des finances publiques de façon à ne pas accroître la charge pour les générations futures qui devront déjà faire face au défi d'une population vieillissante,», a déclaré Joaquín Almunia, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières.*

Au cours du second trimestre de cette année, comme les turbulences mondiales s'intensifiaient, la production de plusieurs économies avancées a commencé à se tasser, ce qui, dans certains pays, a aussi été dû à une récession du secteur immobilier.

Le PIB a diminué de 0,1 % dans l'UE et de 0,2 % dans la zone euro, ce qui reflète en partie une période de récupération après une croissance importante et imprévue au cours du premier trimestre, imputable, dans une certaine mesure, à des facteurs temporaires. En outre, la hausse continue des prix des produits de base, la crise financière en cours et, dans certains cas, un choc immobilier ont provoqué une détérioration de la confiance, une hausse supplémentaire du coût du capital et une progression de l'inflation des prix à la consommation, mettant un frein à la demande intérieure.

Pour 2008, la direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission prévoit maintenant une croissance de 1,4 % pour l'UE et de 1,3 % pour la zone euro, soit respectivement 0,6 et 0,4 points de pourcentage de moins que ce qui avait été annoncé dans les prévisions du printemps. Les pourcentages reposent sur des projections actualisées pour la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne et le Royaume-Uni, qui ensemble constituent 80 % environ du PIB de l'UE.

### **Des conditions extérieures de plus en plus défavorables**

**La situation économique mondiale et les perspectives d'avenir restent exceptionnellement incertaines.** Un an après l'arrivée de la tempête financière, la situation du système financier international reste précaire, plusieurs marchés clés du crédit étant encore gravement perturbés. Les prix des produits de base, surtout de l'énergie et des denrées alimentaires, ont augmenté depuis le dernier trimestre 2007, alimentant l'inflation, même si les prix du pétrole et d'autres matières premières ont reculé par rapport aux sommets qu'ils avaient atteints au début de l'été.

La confiance des entreprises et des ménages a nettement régressé, jusqu'à des niveaux bien inférieurs à leur moyenne à long terme. Alors que la croissance reste solide jusqu'à présent dans les économies émergentes, un ralentissement économique mondial se profile à l'horizon.

Les économies européennes étaient globalement saines avant l'arrivée des turbulences financières de l'été dernier. Il n'y avait pas de déséquilibres importants au sein de l'UE et de la zone euro en général, en dépit de quelques exceptions dans certains secteurs et dans certains États membres. L'activité demeurait relativement soutenue malgré les difficultés financières qui avaient un effet négatif immédiat sur certains indicateurs de confiance.

**Au fur et à mesure de l'aggravation de la tourmente financière mondiale au cours des derniers trimestres, la baisse des indicateurs de confiance a gagné tous les secteurs et tous les États membres** (avec un déclin particulièrement sensible de l'indicateur général du climat économique au Royaume-Uni et en Espagne).

**Septembre 2008**



*À nouveau monde, un nouveau syndicalisme !*

**Enfin, l'activité économique a aussi commencé à montrer des signes de faiblesse.** Plusieurs indicateurs, comme ceux de la production industrielle, des carnets de commandes et des ventes au détail, révèlent un ralentissement du rythme tendanciel de croissance ces derniers mois, tant dans l'UE que dans la zone euro. Des sondages récents augurent également de perspectives d'évolution peu réjouissantes pour les économies de l'UE.

Le fléchissement prévu de l'inflation qui devrait renforcer les revenus disponibles des ménages et favoriser, dans une plus large mesure, la consommation au cours du quatrième trimestre, est un des facteurs susceptibles d'induire un renversement de la tendance actuelle.

### **L'inflation à un tournant**

Alimentée par les prix élevés des produits de base, l'inflation des prix à la consommation a continué de remonter ces derniers mois. La part de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires dans l'inflation générale a beaucoup augmenté, atteignant respectivement 1,7 et 1,2 points de pourcentage en juillet. Le taux d'inflation globale a légèrement diminué en août jusqu'à 3,8 % dans la zone euro, amorçant une baisse par rapport au niveau record enregistré en juillet (4 %).

La révision à la hausse de l'inflation est le reflet d'un résultat moins bon que prévu depuis les prévisions du printemps. La diminution progressive, au cours des prochains mois, des effets des augmentations passées des prix de l'énergie et des denrées alimentaires permet toutefois de penser que l'inflation pourrait être arrivée à un tournant. **Quoi qu'il en soit, l'évolution future des marchés des produits de base ainsi que la capacité à maîtriser les effets décalés de cette évolution seront capitaux pour l'évolution de l'inflation dans les deux régions.**

### **Évaluation des risques**

**Des risques pèsent sur ces perspectives de croissance.** En particulier, l'évolution des marchés des produits de base et des marchés financiers restera l'élément déterminant des perspectives de croissance et les hypothèses techniques pourraient également réserver de mauvaises surprises comme ce fut le cas dans les dernières prévisions.

D'autres risques ont trait au dynamisme sous-jacent de l'économie américaine, aux nouvelles demandes d'instauration de mesures protectionnistes et autres mesures entraînant des distorsions des échanges, mais également à la capacité de quelques économies de l'UE à corriger leurs déséquilibres internes et externes. Les risques d'inflation semblent plus équilibrés quoiqu'ils soient toujours présents. En particulier, même dans la perspective d'un ralentissement important de l'activité économique, le risque d'effets décalés ne peut être exclu même si jusqu'à présent, rien ne permet de le prédire.



**Septembre 2008**



*À nouveau monde, un nouveau syndicalisme !*

## PARLEMENT : Agenda social



**Le 2 septembre, les députés européens ont débattu sur le nouvel agenda social présenté par la Commission le 2 juillet dernier.** Ils ont entendu le ministre français du travail et des relations sociales, Xavier Bertrand, et le Commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances, Vladimír Špidla.

Le nouvel agenda social renouvelle le programme de la Commission en matière sociale. Il inclut des propositions de législation communautaire sur la discrimination en dehors du marché du travail, les droits des patients dans le contexte des soins de santé transfrontaliers et l'amélioration du fonctionnement des comités d'entreprise européens. Une résolution sera débattue au Parlement européen lors de la prochaine session plénière, après le débat sur la mobilité des patients.

**La plupart des députés, qui sont intervenus dans le débat sur le nouvel agenda social, ont salué la proposition de la Commission même si certains auraient souhaité davantage de mesures concrètes et substantielles.** Une résolution sera mise aux voix lors de la prochaine session plénière, après le débat sur la mobilité des patients.

### Commission et Conseil

En présentant "le plus grand paquet de la Commission" au Parlement, Vladimír Špidla, le Commissaire à l'emploi, aux affaires sociales et à l'égalité des chances a souligné que "les 18 mesures constituaient un premier pas en vue de partager et de renforcer la dimension sociale de l'Europe". "Les objectifs économiques et sociaux sont les deux faces d'une même médaille et doivent être étroitement coordonnés au bénéfice des citoyens", a-t-il ajouté.

Pour le ministre français de l'emploi et des affaires sociales et président en exercice du Conseil, Xavier Bertrand, "2008 doit être l'année de la relance de l'Europe sociale, « une relance attendue à mon sens par tous les acteurs européens". **La Présidence du Conseil souhaite ainsi "aborder d'emblée la question de l'agenda social européen, en la traduisant en initiatives concrètes".**

**Pour le ministre, les Etats membres sont liés par des valeurs communes, qui font l'originalité du modèle social européen, "un atout dans la mondialisation car mettant l'accent sur le capital humain". Il s'est en outre prononcé pour une adaptation du système, en introduisant la "flexicurité" tant pour les travailleurs que pour les employeurs.**

Septembre 2008



## *À nouveau monde, un nouveau syndicalisme !*

### **Groupes politiques**

"Mon groupe est très attaché à la définition de la justice sociale" dans le contexte de la mondialisation, a souligné Joseph Daul (PPE-DE, FR). Il a salué la proposition de la Commission tout en appelant à "aller plus loin sur des questions fondamentales telles que le changement démographique, la mondialisation et la pauvreté".

Joseph Daul a également accueilli favorablement les propositions de la Commission sur le dialogue social, "élément clé du succès". "Le domaine social demeure de la compétence essentielle des Etats membres et cela peut et doit évoluer", a-t-il indiqué, rappelant également l'importance du principe de subsidiarité.

"Beaucoup de personnes craignent que l'Europe ne garantisse plus de protection sociale", a déclaré Martin Schulz (PSE, DE). Selon le président de groupe, "l'Europe est gouvernée par la droite et se dirige ainsi dans la mauvaise direction". "Cela doit être corrigé au moment des élections européennes", a-t-il souligné. "Dans le contexte de la concurrence mondiale de Beijing à Brisbane, nous pouvons uniquement résister si le marché intérieur de l'UE se développe" a-t-il indiqué mais "nous devons créer une valeur ajoutée européenne au bénéfice de tous".

Pour Graham Watson (ADLE, UK) "ce paquet social constitue un pas en avant bienvenu" et symbolise "une construction européenne qui veut prendre soin de ses citoyens". Il a notamment soutenu la proposition de révision du fonds d'ajustement "qui se base sur un principe libéral solide, selon lequel l'emploi est la source de la prospérité".

Pour Jan Tadeusz Masiel (UEN, PL), au nom de son groupe, "la dimension sociale est ce qui différencie l'Europe des autres puissances telles que les Etats-Unis et la Chine". "Ces valeurs sociales constituent un bon exemple pour les nouveaux Etats membres qui ont rejoint l'UE en 2004 et en 2007", a-t-il ajouté. Le député a appelé la Commission européenne à "envoyer un signal fort aux Etats membres pour renforcer les acquis sociaux qui servent l'UE".

Jean Lambert (Verts/ALE, UK) salue l'intention et le fait que le paquet social reconnaisse que "nous avons de la pauvreté". Cependant, "nous attendons des mesures concrètes", a-t-elle ajouté

"Le paquet ne satisfait pas les attentes des citoyens" a déclaré Gabriele Zimmer (GUE/NGL, DE). "Il ne permet pas de combler la fracture sociale", a-t-elle souligné ajoutant que son groupe rejettera ce paquet "dans son élaboration vague et peu pertinente".

"Ce paquet social ne présente rien de nouveau" a indiqué Derek Clark (UK) au nom du groupe IND/DEM. "Pour financer ce paquet, nous avons besoin d'une économie prospère", a-t-il souligné. "L'UE est protectionniste et a peur de la mondialisation. Ne luttez pas contre elle et joignez vous à la mondialisation. Acceptez le monde et l'économie européenne prospérera", a-t-il ajouté. Le député a également souligné que la politique sociale n'était pas une priorité de la présidence française d'après le discours de Nicolas Sarkozy au PE en juillet dernier.

**Septembre 2008**



: <http://itefa.unsa.org>

Courriel : [itefa@unsa.org](mailto:itefa@unsa.org)



*À nouveau monde, un nouveau syndicalisme !*

### **Rapporteur et président de commission**

Pour Philip Bushill-Matthews (PPE-DE, UK), rapporteur sur les comités d'entreprise européen, si le centre droit gouverne l'Europe, "c'est parce que le peuple l'a décidé" et cela est dû "à l'écart entre la rhétorique de la gauche et la réalité", a-t-il déclaré en réponse aux propos de Martin Schulz.

Le député a salué l'agenda social révisé de la Commission et a souligné l'importance des Etats membres et de la subsidiarité, des droits des exclus du marché du travail, de la création d'emploi et la nécessité de consulter les PME. Sur la directive relative aux comités d'entreprise européens, Philip Bushill-Matthews a salué l'accord entre les partenaires sociaux même s'il n'est personnellement pas en faveur de cet accord.

Gérard Deprez (ADLE, BE), président de la commission des Libertés civiles, a félicité la Commission pour sa proposition sur la lutte contre les discriminations car "nous avons craint que vous vous limitiez à une mini- directive" a-t-il déclaré.

Il regrette cependant que le Parlement ne soit que consulté, mais relève une certaine ouverture de la présidence du Conseil sur le dossier. Pour le député, certains concepts employés devraient être précisés. "Il ne faudrait pas non plus que la directive soit vidée de sa substance par le recours intempestif à certains concepts comme l'ordre public ou la sécurité publique" tel qu'observé dans certains Etats membres.



**Septembre 2008**



: <http://itefa.unsa.org>

Courriel : [itefa@unsa.org](mailto:itefa@unsa.org)

M  
N